

CONSEIL RÉGIONAL

Le Grand Est a sa maison à Bruxelles

La Région Alsace a acquis un immeuble à Bruxelles, situé à quelques centaines de mètres des institutions européennes. C'était d'abord pour y loger le Bureau Alsace Europe, qui œuvre pour différentes collectivités alsaciennes. Mais s'y sont aussi installées la Sarre et la délégation des deux autres membres de la future grande Région : Lorraine et Champagne-Ardenne.

Textes et photos :
Hervé de Chalendard

C'est une étroite maison-immeuble du tout début XX^e, aux verrières et boiseries Art nouveau (elle est en partie classée monument historique), située au centre de Bruxelles, au 15 de la rue du Luxembourg, soit à mi-chemin entre le palais royal et le Parlement. Cette maison propose 750 m² sur quatre étages ; elle a appartenu à la représentation de Ligurie (région de Gênes, en Italie). Depuis quelques jours, sous une bannière européenne, quatre drapeaux décorent sa façade : ceux de la Sarre, de l'Alsace, de la Lorraine et de Champagne-Ardenne.

Voici donc une tranche d'Europe au cœur de l'Europe. Et voici, d'une certaine façon, une préfiguration concrète de l'une de ces grandes Régions qui naîtront dans six mois. Celle que les textes officiels appellent Acal (Alsace, Champagne-Ardenne, Lorraine), mais que le président de la Région Alsace Philippe Richert préfère, dans l'atten-



Annegret Kramp-Karrenbauer, ministre-présidente du land de Sarre, le vice-président alsacien Philippe Richert et le président lorrain Christophe Choserot lors du dévoilement de la plaque. Photo L'Alsace

te d'une décision de la future assemblée, désigner sous l'expression Grand Est.

Judi en fin de matinée, Philippe Richert a inauguré ce « Luxembourg, 15 » avec ses « colocataires ». Quelque 200 personnes étaient entassées dans des locaux séduisants mais surchauffés (la climatisation est à noter dans la liste des prochaines priorités...). Parmi ce beau monde, outre une dizaine d'élus alsaciens, figuraient Annegret Kramp-Karrenbauer, ministre-présidente du Land allemand de la Sarre, Christophe Choserot, vice-président du conseil régional de Lorraine, et Roland Daverdon, vice-président de Champagne-Ardenne. Les présidents de Lorraine et de Champagne-Ardenne étaient excusés : il faudra encore attendre pour les grandes effusions. Mais est-ce déjà le bon moment ? Une pendaison de crémaillère ne peut faire oublier qu'une bataille électorale arrive, et que le propriétaire et ses « colocs » n'ont pas tous la même couleur politique...

« Un acte politique »

Judi, c'était l'Alsace qui recevait. La plaque dévoilée l'annonce à présent aux passants : ce bâtiment est devenu la propriété de la Région Alsace. Cette plaque informe aussi que sont installés dans ce bâtiment le pôle de compétitivité Fibres-Energie, le Bureau Alsace Europe, la délégation Lorraine Champagne-Ardenne auprès de l'Union européenne, et la représentation du Saarland. Pour être précis, le Bureau Alsace et la Sarre



Judi, quelque 200 personnes ont assisté à l'inauguration du « Luxembourg, 15 », une maison Art nouveau achetée par la Région Alsace... et où la Sarre, la Lorraine et la Champagne-Ardenne sont locataires. Photo L'Alsace

ont pris possession des locaux il y a une quinzaine de jours tandis qu'Energie et Lorraine Champagne-Ardenne emménageront un peu plus tard.

« Comme quoi, tout n'est pas toujours écrit à l'avance... », a confié,

un brin songeur, le président Richert, en marge des discours officiels. Sur l'impulsion de l'Alsace, l'Acal ou Grand Est vient de s'offrir une jolie vitrine bruxelloise, une sorte d'ambassade européenne ; mais ce n'était pas l'idée première. Quand celle-ci a germé, en octo-

bre 2013, il s'agissait simplement de trouver de nouveaux locaux au Bureau Alsace Europe, dont le conseil régional est le premier partenaire (voir ci-contre). Le président Richert et son directeur des services ont considéré qu'il était plus intéressant d'acheter que de louer. Il y eut cette opportunité, et la collectivité l'a saisie, pour 1,6 M€ plus 180 000 € de travaux. Restait à trouver des partenaires. La grande Région ayant été depuis inventée par le gouvernement, l'Alsace a logiquement proposé à la Lorraine et à la Champagne-Ardenne de venir la rejoindre.

« C'est ainsi que s'est peuplée cette « maison commune » transrégionale et transfrontalière. Ainsi qu'un geste symbolique a découlé d'une réflexion pratique. Les délégations d'Alsace et de Lorraine Champagne-Ardenne vont cohabiter dans des structures distinctes, à des étages différents. Mais rien n'interdit d'imaginer qu'elles fusionneront à terme, à l'instar des Régions qu'elles représentent. Comme le dit René Guth, président du Bureau Alsace Europe, « on va apprendre à se connaître, et plus si affinités... »

« Et plus si affinités... »

La Sarre s'est manifestée d'elle-même pour compléter ce casting : « C'est pour nous un acte politique, assure la ministre-présidente. Nous souhaitons nous rapprocher de la grande Région, qui est pour nous une passerelle vers la Fran-

« Cette maison, c'est comme l'amour d'une mère : chacun en a sa part, et chacun l'a en entier », a poétisé Philippe Richert. Le président a profité de l'occasion pour redire sa foi en une idée européenne mise à mal par la tourmente grecque : « De Verdun au Vieil-Armand, nous savons bien ce que l'absence d'Europe veut dire... »

25 ans de lobbying pour l'Alsace

Le Bureau Alsace Europe est la plus ancienne représentation régionale française présente à Bruxelles : il a été installé dès 1990, il y a 25 ans. Présidé par René Guth, dirigé par Cédric Virciglio et constitué sous forme associative, ce bureau dispose actuellement de cinq salariés à temps plein. Sa mission : veille informative, lobbying, aide au montage de projets, etc. Le bureau travaille avec dix partenaires alsaciens : la Région, les deux Départements, les trois grandes agglomérations (Strasbourg, Colmar, Mulhouse), les Chambres de commerce, de métiers et d'agriculture, et l'Université de Strasbourg. Des discussions ont été initiées avec l'Université de Haute-Alsace. La délégation Lorraine Champagne-Ardenne emploie trois personnes à temps plein et une à mi-temps. Ses partenaires sont seulement les Régions et les Départements. La représentation de la Sarre rassemble six personnes.

ÉLECTIONS RÉGIONALES

Jacobelli : « La Région est devenue le dernier rempart »

Tête de liste de Debout la France dans la future grande Région Acal, Laurent Jacobelli se pose en champion du pragmatisme.

Emmanuel Delahaye

Débit de mitraille et formules à l'emporte-pièce, Laurent Jacobelli ne s'inquiète guère d'être largement inconnu au sein du microcosme politique du Grand Est. À l'en croire, cette quasi-virginité constitue même un solide avantage, face à l'« l'incompétence presque sympathique du PS », « le nouveau parti « Les Républicains », moitié asile de fou, moitié maison de redressement » et « les extrémistes de tous bords » (comprendre, pêle-mêle, le Front national, « les collectivistes » du Front de gauche, ainsi qu'Europe Ecologie-Les Verts).

Tête de liste du petit parti souverainiste Debout la France (DLF) dans la future grande Région Acal, l'intéressé entame ces jours-ci « la première phase » de sa campagne régionale : une prise de contact avec les médias régionaux, assortie d'une tournée des élus locaux susceptibles de se rallier à son panache gaullo-républicain : « Nous dévoilerons les noms de nos têtes de liste haut-rhinoise et bas-rhinoise en septembre prochain. S'il fallait que je dépose ma liste en préfecture demain matin, je pourrais le faire... Mais nous espérons être rejoints par plusieurs maires durant l'été. »

Pourquoi cette candidature aux régionales de décembre ? « Parce que la Région, aujourd'hui, est devenue le dernier rempart de nos concitoyens. C'est elle qui s'occupe des lycées, de l'emploi, des transports... Tandis que l'État abandonne toutes ses missions à l'Union européenne, que les Départements ont été à peu près vidés de leur substance et que les communes n'ont plus de moyens, faute de dotations. Notre priorité, c'est l'emploi.



Laurent Jacobelli, tête de liste de Debout la France (DLF) dans l'Acal, ainsi que dans le département des Vosges. Photo L'Alsace/Jean-François Frey

Nous sommes dans le pragmatisme, pas dans l'idéologie : chaque euro dépensé par la Région doit servir à améliorer le bien-être de nos concitoyens, pas à financer des projets pharaoniques comme l'aéroport de Vatry (Marne), qui accueille un avion et demi par jour ! »

Une brève pause, histoire de reprendre haleine, et Laurent Jacobelli poursuit : « Cette campagne pour la grande Région, on y va parce qu'on est républicains, mais on n'y croit pas. Plus le centre du pouvoir s'éloigne du citoyen, moins c'est bon. Aucun Alsacien ou presque n'en voulait, ce qui est à la fois logique et légitime. Cette grande Région fourre-tout ne ressemble à rien. »

Bref : en cas de victoire (pure hypothèse d'école, concède l'intéressé lui-même), Laurent Jacobelli promet de mettre en place trois vice-présidences – une par actuelle Région, « avec des budgets maintenus à l'identique » : « Cela permettrait aux Alsaciens de continuer à gérer leur région en propre. » Une manière pragmatique... de glaner quelques futures voix.

CHAMBRE DES COMPTES D'ALSACE

Dernière audience solennelle avant le déménagement

L'audience solennelle de la Chambre régionale des comptes d'Alsace a pris, hier, un éclat particulier. C'était la dernière avant le regroupement avec la Lorraine-Champagne-Ardenne. Et sans doute le déménagement.

Yolande Baldeweck

La fusion des Régions n'a pas seulement une incidence sur les conseils régionaux et les services de l'État. Les Chambres régionales des comptes – qui vérifient, entre autres, les comptes des collectivités territoriales et des hôpitaux – vont aussi suivre le mouvement. Dans le Grand Est, la Chambre d'Alsace rejoindra celle de Lorraine-Champagne-Ardenne, issue d'un premier regroupement il y a trois ans. Elle est installée à Épinal, dans les anciens locaux de la Chambre des comptes de Lorraine, une installation obtenue en 1982 par Philippe Seguin... Mais le siège de la nouvelle Chambre Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine pourrait être fixé ailleurs, malgré les demandes appuyées des élus vosgiens.

Décision à la fin du mois

« Je ne mésestime pas les difficultés qui peuvent se poser dans les sites plus directement concernés comme Strasbourg et Épinal », a reconnu le premier président de la Chambre des comptes, Didier Migaud, lors de l'audience solennelle de rentrée, hier après-midi. Il avait évoqué le sujet, lors d'une réunion de travail le matin, avec le président Christophe Rosenau, les magistrats, les assistants de vérification et les autres membres du personnel. En tout, un effectif théorique de 35 personnes, mais un tiers de postes n'est plus pour-



Didier Migaud et Christophe Rosenau.



Archives L'Alsace/Dominique Gutekunst

vu, pour faciliter le prochain regroupement...

« Il appartiendra au gouvernement de choisir le siège », a souligné Didier Migaud, qui a refusé de se prononcer. Il préfère mettre en avant « trois critères simples », à savoir « la pertinence géographique au regard de la mission de contrôle des collectivités, mission supposant une capacité à se déplacer aisément sur l'ensemble de l'espace régional », « l'impact humain et social en terme de mobilité imposée aux personnes », et enfin « la maîtrise des coûts budgétaires induits par les opérations de regroupement ». Il visait là « le devenir de l'immobilier ». Tout en reconnaissant que « le gouvernement peut avoir d'autres critères... »

Si l'on retient le seul argument

géographique, Nancy ou Metz seraient mieux placés que Strasbourg – où il n'y a guère eu de mobilisation politique – et même Épinal qui connaît un grand turnover des magistrats... Mais le président Rosenau a glissé, avec un sourire malicieux, que, par le passé, Bar-le-Duc, dans la Meuse, avait abrité une Chambre des comptes !

En attendant, Didier Migaud doit rencontrer prochainement le Premier ministre « afin d'évoquer avec lui tous les aspects de la réforme territoriale ». Et le chef du gouvernement – au vu aussi des propositions du préfet préfigurateur Stéphane Bouillon concernant la répartition des services de l'État dans le Grand Est – devrait annoncer le nouveau dispositif avant la fin du mois.

« Quel que soit l'endroit où il s'ef-

fectuera, le regroupement annoncé devra se construire en regroupant les équipes, en repensant le cadre de fonctionnement et en redéployant la programmation sur l'aire de la nouvelle Région », a estimé, pour sa part, le président Christophe Rosenau, en observant que, pour 2015, le sous-effectif de sa juridiction l'a conduit à « tailler dans le programme de 2015 ».

Besoin véritable

Mais il a surtout profité de sa dernière allocution – dans ce cadre – pour inviter son auditoire, y compris les médias, à une lecture plus nuancée des observations de la Chambre régionale des comptes. Allusion au rapport sur la gestion du personnel de l'ancienne Communauté urbaine de Strasbourg, faisant apparaître un fort absentéisme ? Il a appelé à « mesurer et à quantifier le phénomène », avant de proposer des pistes et des leviers au service d'une prévention de l'absentéisme. Évoquant aussi l'investissement public, Christophe Rosenau a rappelé qu'« il n'est efficace que s'il répond à un besoin véritable », relevant qu'« une erreur peut grever durablement l'avenir des finances de la collectivité ». Dans le rapport d'activités de la Chambre, il apparaît que « neuf communes apparaissent exposées à un risque financier en Alsace... »

LIRE Les publications sont disponibles sur : www.ccomptes.fr